

Différences



NOVEMBRE 1990 - N° 109 - 10F

E D I T O

NICE

C'est autour du thème "Identité, racisme, solidarité" que les militants du MRAP se retrouveront le 1er décembre à l'amphithéâtre Malik Ouskine de la faculté des Lettres de Nice pour une conférence nationale statutaire.

L'objectif est simple : mieux connaître et analyser les formes actuelles du racisme et ses causes pour le combattre avec une efficacité plus grande.

La réalité est pourtant complexe. La mutation opérée ces dernières années par l'extrême droite (notamment son influence durable sur une partie des électeurs), les signaux d'alerte que renvoient à des niveaux différents les crimes racistes, Carpentras, la flambée de violence à Vaulx-en-Velin, la montée du racisme et de la xénophobie dans la plupart des pays d'Europe (lire ci-contre), tout cela appelle une réflexion nouvelle, en profondeur, avec tous les partenaires actifs de la vie sociale.

Dans la droite lignée des Assises pour l'Égalité (Paris, dec. 1989), le MRAP invite ses militants, mais aussi des universitaires, chercheurs, journalistes et membres d'autres associations à réfléchir autour d'un de trois thèmes-clés et actuels : 1-Racisme et antiracisme; 2-Identité, diversité, solidarité; 3-Reconstruire les solidarités locales.

La réflexion doit pouvoir aboutir à insufler au mouvement associatif l'enthousiasme et l'efficacité dont il est porteur. Une soirée culturelle avec Sara Alexander, Sapho, les Malopoets et un groupe Raï élargira l'horizon de la réflexion vers la création musicale. Tout cela à Nice, sans Mececin bien sûr, mais toujours jumelée au Cap. Compte-rendu dans nos prochaines éditions.

EUROPE: LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE

LE MERITE D'EXISTER

Le rapport de la Commission d'enquête sur le racisme et la xénophobie a été présenté au Parlement européen le 9 octobre. Le 10, une résolution tirant les conclusions du rapport a été approuvée, flanquée d'un amendement par lequel les eurodéputés ne "souscrivent" pas au contenu de ce texte mais "appellent la Commission européenne, le Conseil, le conseil des ministres des Affaires étrangères et les Etats membres à examiner en détail les recommandations" qui y sont contenues.

Cet amendement élaboré par les groupes socialiste et démocrate-chrétien (adopté par 151 voix contre 102) met en cause la portée de ce travail en le caractérisant comme un simple document d'information.

Ce qui, par ailleurs, confirme la relative faiblesse du Parlement dont le rôle reste largement consultatif (cf. Différences n°90 "l'Europe dans tous ses états", l'article "qui fait quoi" sur les statuts respectifs des institutions communautaires).

CONTENU ET FORMES

Le débat en séance plénière, auquel ont assisté Michèle Ganem (commission Europe du MRAP) et Chérifa Benabdessadok (Différences), a notamment mis en exergue les faiblesses du rapport. Celui-ci comporte cinq parties - Généralités, Racisme organisé et extrémisme de droite, Analyse pays par pays, Actions communautaires depuis 1986, racisme et antiracisme dans le domaine culturel, conclusions et recommandations.

Ses insuffisances sont évidentes : des problèmes de formulation et surtout une démarche d'investigation trop éclectique sans définition préalable des critères de recueil de l'information et de son analyse. D'où une qualité variable d'un chapitre à l'autre. La tâche n'est pas aisée et les défauts mêmes du rapport montrent les insuffisances de la collecte exhaustive de

l'information, des échanges entre les structures (institutionnelles ou associatives) concernées et l'examen périodique de l'évolution des situations. Ce document a l'avantage substantiel de porter à la connaissance des fonctionnaires communautaires, élus et citoyens européens une réalité: le développement régulier et quasi-généralisé (avec en particulier l'entrée en scène de l'Italie) du racisme et la montée en force, en puissance et en ressources financières des formations d'extrême droite (lire l'article sur l'Allemagne en pages 4 et 5).

Par ses 77 recommandations, adressées aux différentes structures communautaires et aux Etats membres, ce rapport s'inscrit résolument dans une perspective offensive et innovante par rapport aux habituelles déclarations d'intention.

Parmi les propositions retenues par la Commission d'enquête, citons : 1 - La création d'une sous-commission permanente attachée au domaine du racisme et la constitution d'un réseau européen de lutte contre le racisme. 2 - L'élaboration d'une charte et d'une carte de résident européen qui conférerait aux résidents légaux non-communautaires la liberté de circulation, de résidence et de travail dans les pays de la C.E.E. 3 - Etudier les modalités d'un recours devant la Cour de Justice contre les décisions de Schengen. 4 - Accès à certains emplois de la Fonction publique aux étrangers résidant légalement et durablement dans tel ou tel pays de la Communauté. 5 - Accorder le droit de vote aux élections locales à tous les ressortissants de la Communauté et aux immigrants bénéficiant du droit au séjour et ayant résidé pendant cinq ans dans le pays.

Toutes recommandations qui rejoignent l'analyse du MRAP et son action. Domage que le Parlement européen se soit confiné à critiquer la lettre du rapport au lieu de se saisir de son esprit dont l'ouverture sur l'avenir est indéniable.

E N B R E F

■ SKINS COFFRES

Le 28 juillet dernier, un groupe de skins avaient agressé, à Nice, quatre lycéens dont deux Maghrébins. Deux mois plus tard, les jeunes gens ont reconnu un de leurs agresseurs et porté plainte. Arrêté, celui-ci a été inculpé, le 4 octobre, de coups et blessures avec armes. Trois autres skins ont été arrêtés en même temps que lui, après qu'une perquisition domiciliaire ait permis de retrouver des tracts racistes. Ils devront répondre "d'incitation à la haine raciale et apologie de crime de guerre". Un cinquième inculpé a été laissé en liberté.

■ LE BIDONVILLE INVISIBLE

A Berre-l'Étang (Bouches-du-Rhône), plusieurs dizaines de travailleurs saisonniers immigrés sont logés dans un incroyable bidonville de carton rapporte *l'Express*. Pas d'eau, pas de sanitaires, le bidonville est au centre de la zone agricole (melons de Cavaillon) qui fait la richesse de la région.

Payés 30 francs de l'heure, ces ouvriers agricoles doivent se débrouiller pour se loger. Tout le monde dans la région sait la manière dont on les fait vivre. Tout le monde ferme les yeux. Le maire n'y voit qu'une affaire politique exploitée par "les Rouges" et se refuse à "apporter de l'eau au moulin de la CGT". Les pouvoirs publics... quels pouvoirs publics?

■ SIDOS ATTAQUE

L'auteur de *Amerikkka, voyage en Amérique fasciste* est attaqué en justice par le sinistre Pierre Sidos, fondateur du groupuscule d'extrême droite *l'Oeuvre française*. Le 6 février 1990, lors de l'émission "Ciel mon mardi", consacrée à l'extrême droite, Roger Martin, professeur et écrivain a produit des documents établissant que l'obsession antisioniste de *l'Oeuvre française* et de son leader, Sidos, se confond souvent avec l'incitation à la haine raciale. Une pétition de soutien à Roger Martin est en circulation. Pour tout renseignement (et don financier): B. Trombini, 17 rue Foch 54590 Hussigny-Godbrange.

VICHY: L'IMPOSSIBLE JUSTICE?

René Bousquet ancien secrétaire général de la police de Vichy a été inculpé, le 25 septembre, de "crimes contre l'humanité."

Cette inculpation tombe au moment même où est commémoré le triste et honteux anniversaire des lois antisémites de Vichy. Un rappel utile.

Le 1er octobre 1940, le "conseil des ministres" pétainiste entérine le projet de loi promulgué le 3 du même mois et publiée le 18. C'est la "loi portant statut des juifs".

Les juifs ne peuvent plus exercer de fonctions publiques, ni enseigner, ni travailler dans la presse, le cinéma, la radio, ... Dès le 4 octobre 1940, les juifs étrangers se voient promis aux camps spéciaux où les Nazis allemands les saisiront en 1942. Le 7 octobre, les "juifs indigènes" des départements d'Algérie se voient retirer la nationalité française.

Selon les historiens (Paxton,

Marrus, Klarsfeld), les Nazis allemands n'ont rien imposé à Vichy : ils ne se sont pas, en 1940 préoccupés des juifs vivant dans la zone de Vichy. C'est Vichy et Vichy seule qui a pris ses décisions, allant au devant de l'antisémitisme des Nazis, en bonne héritière des Liges de l'avant-guerre.

Au passage, l'antisémitisme officiel (et largement partagé) permet aussi de répondre à la question: "pourquoi la France a-t-elle perdu la guerre?" A cause des juifs!

Dès juillet 40, les vichyssois avaient "dénaturalisé" 15 000 français, dont 6000 juifs, interdit des franc-maçons, arrêté Blum, ... Peu de réaction, à l'époque, à ce statut indigne. Le Primat des Gaules, Mgr Gerlier se contente de demander de la "charité" dans "l'application de la loi", tout en déclarant "qu'elle n'est pas injuste"...

Dans le droit fil de ces lois, en 1942, des gendarmes français

arrêteront des juifs par milliers, qui seront gardés dans des camps français, créés par une administration française. Les déportations seront décidées par de hauts fonctionnaires, ils ont pu poursuivre leur carrière ou se reconverter en administrateur de société.

A propos de ces affaires, une commission de la Fédération internationale des droits de l'homme a pu récemment parler d'"absence de volonté politique d'aboutir", de "véritable solidarité de classe".

Demander des comptes aux notables reste impossible, même pour crimes contre l'humanité. Et quand on y parvient, après des années, tout semble fait pour que la mort naturelle gagne la course de lenteur avec la justice. Pas de vagues: le procès d'un Bousquet serait celui de tout un état d'esprit, de toute une France des notables restée en place malgré ses trahisons et ses crimes.

LE FRONT CONDAMNE

Deux dirigeants du Front national, Arnaud de Périé et Patrick Roux ont été condamnés, le 16 octobre, pour "provocation à la discrimination et à la haine raciale" et pour "diffamation d'une communauté en raison de sa religion". Il sera difficile au FN de plaider, comme souvent, l'irresponsabilité de militants "peu formés": Arnaud de Périé est membre du Comité central du FN, conseiller régional des Pays de Loire et responsable départemental du parti d'extrême-droite pour la Loire-Atlantique. En décembre 89, le FN avait distribué un tract intitulé "non à l'islamisation de St-Nazaire", en des termes tels que le MRAP, la LDH et le CNAS-TI avaient décidé de le poursuivre.

Les deux responsables du FN ont été condamnés chacun à 10 000 francs d'amende, deux autres militants FN étant eux condamnés à 5000 francs. Les associations parties civiles se sont vu accorder des dommages-intérêts.

UN VILLAGE DECORE

Le village de Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire) fut un de ces lieux où la solidarité demeure, même aux moments les plus sombres. Durant la dernière guerre, les habitants y cachèrent 5000 juifs, leurs évitant ainsi les persécutions nazies. Le 14 octobre dernier, les habitants ont reçu collectivement le "diplôme des Justes", une distinction décernée par l'Institut Yad Vashem et qui honore "des non-juifs qui, au péril de leur vie, ont pendant la guerre sauvé des juifs".

LA VIE EN VILLES

Soixante quartiers de France ont été déclarés zones prioritaires pour une action concertée de réhabilitation et par conséquent d'investissement. Et ailleurs?

La nouvelle rendue publique par Hubert Prévot, secrétaire général à l'Intégration, Michel Yahiel, directeur du FAS et Yves Dauge délégué interministériel à la Ville a été bien accueillie par le MRAP: "l'esprit et le contenu de cette initiative vont dans le bon sens. D'ailleurs, certaines des propositions avancées rejoignent effectivement celles qui ont été formulées par le MRAP lors de ses Assises pour l'Égalité". Il reste que les accès de violence à Vaulx-en-Velin, comme au camp de Bias (Lot et Garonne) où des anciens "harkis" et leurs enfants revendiquaient dans la rue le soutien des pouvoirs pu-

blics à leur situation socio-économique particulièrement dégradée, comme l'action des lycées en région parisienne, posent au-delà de la désespérance dans laquelle se trouvent une partie des jeunes sans formation et sans perspective, la question du dialogue et de la méthode. A cet effet "le MRAP propose la mise en place d'urgence de cellules de coordination des quartiers défavorisés avec l'ensemble des partenaires locaux (pouvoirs publics, élus, mouvement associatif, syndicats...)"

L'ampleur des difficultés est telle qu'un simple et exclusif plan d'urgence pour les 60 sites répertoriés risque de s'avérer in-

suffisant si d'autres mesures d'ordre général ne sont pas adoptées. Ainsi la "loi anti-ghetto" préconisée par le ministre de l'Équipement, du Logement et des Transports, Michel Delebarre, s'avère nécessaire pour lutter contre "la répartition des terrains dans les agglomérations denses", contre la spécialisation de certaines villes dans un rôle néfaste de cité-dortoir...

Pour mettre en évidence les interactions entre aménagement urbain et réhabilitation sociale, *Différences* consacrera sa prochaine publication trimestrielle à cette question de la vie en ville.

Srasbourg: le racisme banalisé?

Il s'est trouvé une majorité de parlementaires européens en commission pour refuser de lever (une fois encore) l'immunité parlementaire de Le Pen. La demande en avait été faite pour permettre que le chef du FN soit poursuivi pour les propos tenus dans le quotidien d'extrême-droite *Présent*, en août 89. Le Pen y déclarait "les Algériens, ne pouvant plus faire pousser de blé deviennent prédateurs, d'où l'attaque de bateaux".

La Commission des Immunités a estimé qu'il ne s'agissait que "d'opinions politiques que le Parlement n'a pas à juger".

On se demande vraiment à quoi sert le rapport européen sur le racisme! Rappelons que Le Pen a déjà vu son immunité levée deux fois (pour "Durafour-crématoire" et pour une interview aux forts relents antisémites).

Le fait qu'il soit abonné aux déclarations racistes oblige-t-il la commission des immunités à jeter l'éponge, laissant ainsi jouer la banalisation? "Opinion politique" à Bruxelles, le racisme est, en France, considéré comme un délit. Il faut le rappeler, le Parlement européen, en réunion plénière, ayant décidé de suivre l'avis des commissaires.

Sombre Horizon

La presse algérienne avait, depuis quelques temps, d'inquiétants relents. Un pas a été franchi lorsque dans une des livraisons d'Horizons - le plus fort tirage des quotidiens locaux - un certain Nour Eddine Khenoudji a mis les points sur les i. Objectifs: les juifs, les maçons et les associations antiracistes. "Réseau de mouvements et d'associations activant apparemment dans le sens de défense des étrangers et d'un projet de société à vocation pluraliste mais au fond aux objectifs crapuleux du sionisme. Ainsi se dressent: SOS-Racisme, le MRAP, la Licra, France-Plus, France-liberté..." Selon *Le Monde*, l'auteur qui semble regretter l'échec relatif du Front national "d'essence anti-juive" n'hésite pas à dé-

noncer la France "de l'IVG, de la légalisation du concubinage, de l'amour libre, d'une pudibonderie généralisée, bref d'un pays soumis à la volonté des juifs, ces maîtres dans l'art de tromper les peuples, ces éminents spécialistes dans le pouvoir de banaliser le mal et de ridiculiser la vertu"... plus loin, on parle de "l'entreprise talmudique, la pax hébraïca ... qui... a achevé la destruction de l'aspect moral de la civilisation occidentale..."

Et avec ces Arabes-là, Le Pen pourrait sans doute s'entendre? Qu'en tout cas, ceux qui combattent en Algérie ce genre de propos racistes et antisémites soient assurés de notre solidarité inquiète.

EXPLOITEUR

A Carpentras (Vaucluse), Victor Sanna est en prison. Ce militant du Front national, ex-candidat aux municipales a été écroué pour avoir logé des travailleurs clandestins. Ce qu'on appelle un "marchand de sommeil".

Ce pourfendeur de l'immigration clandestine n'hésitait pas, selon le Provençal à faire payer 450 francs par mois à chacun des trente locataires de son immeuble. Un adjoint RPR est également mis en cause pour avoir employé des travailleurs clandestins.

E N B R E F

■ EN FRANCE LE 13 OCTOBRE

France-Plus et *Ecologie 2000* (un groupe vert local) ont tenté l'expérience de se présenter à l'entrée de diverses boîtes de nuit de la région avignonnaise.

Quand les Arabes veulent rentrer, c'est ou plein ou privé. Quand les écolos à visage pâle tentent le coup, c'est sans problème. Moralité, se disent-ils, il y a un problème. La troupe se rend au commissariat le plus proche, pour faire constater les faits. Il y a là quatre jeunes Maghrébins et trente témoins. Les policiers refusent d'enregistrer la plainte.

Il faut qu'un des écologistes, élus municipal et collaborateur du ministre de l'environnement, sorte une carte officielle pour que l'incident soit porté sur la main-courante. Il faudra revenir, le lendemain, pour déposer plainte. C'est en France, le 13 octobre...

■ ARMES, PLASTIC ET FACHO

Les RG (renseignements généraux) viennent de démanteler une filière de trafic d'armes. A la base, un ancien des Puces parti s'installer en province.

En plus des sabres, il s'intéressait à des armes plus récentes et certains de ces clients, qui faisaient le voyage de Paris pour se fournir, appartenaient à une mouvance d'extrême-droite. L'antiquaire a été arrêté le 8 octobre, quelques jours après, Jean-Claude Boulonne, un ex-armurier présenté par *Libération* comme lié au Front National, était interpellé.

Quatre kilos de TNT, des détonateurs et des armes remises en état après démilitarisation ont été récupérées.

■ PROVOCATEUR

Egal à lui-même, le chef du FN a demandé, fin septembre, au Président de la République s'il ne jugeait pas "prudent en France de renforcer la surveillance dans les ghettos à forte présence arabo-musulmane". Selon lui, dans ces "ghettos, des masses déracinées et des individus délinquants peuvent servir de vivier pour des manipulations étrangères, voire des actions ou des provocations terroristes".

Le Pen, ou l'art de la provocation à la haine.

L'EXTREME-DROITE

Un séminaire international sur l'extrême droite européenne s'est récemment tenu à Berlin. Il a permis de fructueux échanges sur la situation dans chacun des pays représentés. Le dossier de Différences, ce mois-ci, fait donc le point sur l'extrême droite allemande, mal connue et en pleine effervescence.

L'extrême droite ouest-allemande (1) n'a pas d'idéologie centralisée et définie, mais plutôt une continuité dans la vision et les objectifs. Selon Heiner Dutschke, présentant la situation dans son pays, ses thèmes récurrents sont :

- l'antidémocratie, privilégiant le peuple comme entité cohérente et revendiquant un Etat autoritaire;
- le national-chauvinisme, qui affirme la supériorité de la nation allemande, diffuse le révisionnisme historique (remettant en cause les frontières issues de la guerre) et le négationnisme;
- la xénophobie et le racisme, notamment sa forme antisémite, et le biologisme (déterminisme, héréditarisme et sexisme).

Les groupes d'extrême droite sont nombreux, fragmentés, mais ont une présence permanente depuis 1945. Ainsi, le *Parti socialiste du Reich* (SRP), aujourd'hui disparu fit-il élire ses candidats dès 1949. La plupart de ses membres (10000) étaient d'ex-nazis. Le *NPD* est lui né en 1964. Immédiatement, il présente des candidats aux élections et entre dans 7 parlements régionaux (1966). Avec 25 à 30 000 adhérents, il obtient 1,4 million de voix aux élections du Bundestag (1969), mais pas de siège.

UN CERTAIN REGAIN

Déclinant depuis 20 ans, le *NPD* connaît aujourd'hui un certain regain (plus de 6% des voix à Francfort). Il organise un mouvement de jeunes. Ses 7000 membres travaillent depuis 1987 avec la *DVU*. La *DVU* (*Union du peuple allemand*) a été créée en 1971, en réaction aux contrats économiques passés avec l'Est et était liée aux milieux conservateurs. Elle compte aujourd'hui 25 000 membres et serait la plus grosse organisation d'extrême droite en RFA. En 1987, a été créée la *DVU-Liste D*, un véritable parti qui a pu présenter des candidats avec un certain succès et... beaucoup d'argent. La seule campagne électorale de Brême a coûté 2 millions de marks (6,9 millions de francs) à la *Liste D*. C'est plus que n'en ont dépensé ensemble les deux grands partis, SPD et CDU! Il est vrai que le fondateur de la *DVU* est un affairiste immobilier riche, disposant en outre de 3 journaux tirant au total à 110 000 exemplaires par semaine. "Au secours, les Tsiganes arrivent" titrait la *National Zeitung* en septembre dernier. Le groupe diffuse aussi des livres contre la "rééducation" imposée par les Alliés après la chute du nazisme, dénonçant le "mensonge de l'histoire" ou "le

zisme, dénonçant le "mensonge de l'histoire" ou "le trop plein d'étrangers". Les *Republicains* sont plus connus en France. Les "Reps" sont nés en 83, comme fraction de droite de la CSU bavaroise. Le patron des "Reps", Schönhuber est un ancien Waffen-SS qui n'a pas hésité à écrire un livre pour glorifier l'époque. Après un démarrage difficile en Bavière, les "Reps" ont percé à Berlin-Ouest en 1989, avec 7,5% des voix et onze élus au gouvernement local. Les Alliés, qui supervisaient la vie politique de la ville (statut oblige) ont laissé faire, alors qu'ils ont interdit au *NPD* de se présenter. Les *Republicains* qui annoncent 14 000 membres sont en crise. Les plus récents scrutins les ont montrés en chute libre (2%). Ils comptent sur la réunification pour se refaire une santé sur des bases nationalistes et xénophobes, en profitant des inquiétudes populaires. De multiples groupes ouvertement nazis, existent à côté. Par exemple l'*Alternative allemande* (DA), le parti de Michel Khuehnen, nazi notoire condamné pour ses actes violents et qui a passé 8 ans en prison. Au total, la police estimait, en 89 et pour la seule RFA, que les groupes d'extrême droite avaient 36 000 membres, plus 1500 nazis. A noter que ce rapport de police ne considère pas les "Reps" comme parti d'extrême droite, bien qu'il ait des positions racistes, xénophobes et ultra-autoritaires.

OFFENSIVE IDEOLOGIQUE

L'extrême droite allemande ne fait pas que se présenter devant les électeurs, elle agit. Actions symboliques (slogans bombés), attaques violentes (incendies, agressions, ...), elle est aussi responsable de tentatives de destabilisation de l'Etat comme l'attentat de 1980 à la fête de la bière de Munich (14 morts). Au plan idéologique, l'extrême droite de RFA s'appuie sur des centres qui ne lui sont pas directement liés, mais inspirent toute sa réflexion. Le but est affirmé: conquérir l'hégémonie idéologique, à l'exemple des tentatives faites en France par la Nouvelle droite avec le GRECE.

Un de leur succès est l'actuelle "querelle des historiens" impliquant des historiens connus, autour du négationnisme et de la "responsabilité unique" de l'Allemagne dans la guerre. Ces cercles travaillent à renforcer les bases "scientifiques" de l'extrême droite, par exemple sur la "nouvelle identité nationale, plus seulement allemande mais européenne". Contre les immigrés, ils n'argumentent pas sur les problèmes économiques, mais sur le biologisme, utilisant des études pseudo-scientifiques et sur le thème: "ils ne sont pas pire que nous, mais différents, ils seraient mieux chez eux". On y trouve la *Fondation culturelle allemande dans un esprit européen*, l'*Union de protection du peuple allemand*, le *Cercle nordique*, le *Cercle culturel 2000*, *Thulé Seminar*,... *Thulé Seminar*, par exemple fut, déjà en 1912, aux racines du *NSDAP* (le parti nazi), employant les symboles nazis. Hitler, Heiss, Goering, Rosenberg, Strasser, Himmler en furent membres... De grandes entreprises, au travers de fondations soutiennent ces efforts. C'est le cas de Siemens, à travers A. Muller, un homme - clé de ce milieu. Une série de petits journaux soutiennent cette action idéologique, notamment *Critikon*, *Nation Europa*, *Mut* (courage), *Student*....

ENQUETE D'INFLUENCE

Dans la population, l'influence des idées d'extrême droite est réelle. En 1980 on fit la première enquête (35 ans après la chute du nazisme!) à ce sujet. Elle fut menée auprès de 7000 personnes de plus de 18 ans. 13% d'entre elles avaient une orientation d'extrême droite, dont la moitié pouvaient être considérées comme d'accord avec les actions de l'extrême droite. En 1985, une autre enquête, plus importante fut faite chez les jeunes de 16 et 17 ans. 15% avaient des orientations d'extrême droite. Sur des slogans précis, 33,5% étaient pour "l'Allemagne aux Allemands", 37% étaient pour "Les Kanaks (2) dehors", 66% étaient pour "en finir avec les peines trop légères des délinquants".

J E M A B O N N E
A D I F F E R E N C E S

NOM **PRENOM**

ADRESSE

2 formules au choix

Les 10 numéros mensuels et les 4 numéros spéciaux

1 an : 240 Frs 6 mois : 130 Frs
Etudiants, chômeurs, retraités : 150 Frs (1 an) 80 Frs (6mois)

Les 4 numéros spéciaux uniquement

1 an : 160 Frs

Je joins un chèque de :

à l'ordre de DIFFERENCES, 89 rue Oberkampf, 75543 Paris Cedex 11

ALLEMANDE

Une autre enquête révélait 29% d'attitudes positives envers les étrangers, 22% d'attitudes ambivalentes et 49% de négatives. A la question "faut-il ghettoïser les étrangers?", 40% répondaient "oui", 60% "non".

POUSSE A L'EST

Côté Est, c'est Margitta Fahr, journaliste qui, aux cours de plusieurs rencontres a brossé le tableau de la situation. Une situation mouvante et en pleine évolution. Les tendances d'extrême droite ont toujours existé dans l'ex-RDA. Elles se sont cristallisées dans les années 70, autour des stades de football, puis se sont renforcées avec les skin-heads, directement intégrés dans l'extrême droite. En 1987, deuxième vague, avec la création de groupuscules cohérents qui mènent déjà des agressions. Les responsables passent rapidement dans la clandestinité, des réseaux se créent. On peut déjà parler de pré-parti. 30% des membres seraient des femmes, militantes de plain-pied et chargées, elles aussi, de responsabilités. Dès la chute du Mur, la progression s'accélère, les réseaux dormants deviennent actifs et la mouvance rassemble environ 30 000 membres au total dont 3000 à Berlin-est. Pertes de valeurs, disparition des cadres de références, chômage, angoisse de l'avenir poussent des jeunes à s'intégrer dans un mouvement autoritaire, le chemin le plus sécurisant. Pour le Dr Roland Bach, chercheur est-allemand, la présence de forces d'extrême droite, même du temps du régime socialiste ne doit pas être un sujet d'étonnement. Bien sûr, la RDA était un Etat antifasciste et se

comprenait comme tel. Elle a condamné les nazis, les criminels de guerre et rompu avec le passé nazi de l'Allemagne. Elle entretenait, dans les livres d'écoles, avec des mémoriaux, un véritable antifascisme d'Etat. En contrepartie, les groupes d'extrême droite existants étaient nés: ils ne pouvaient pas exister, tout simplement, en RDA. Cela signifie que l'on s'est longtemps refusé à mener des recherches sérieuses sur le sujet. Un non-sujet.

LIENS EST-ouest

Une nouvelle étape a été franchie au 1er janvier 90, avec la naissance de l'*Alternative nationale* (NA). Ce n'est qu'un des groupes d'extrême droite de la partie Est, mais qui montre bien les liens avec la partie Ouest. La NA est une filiale de l'*Alternative allemande* de Michel Kuehnen. Elle a plusieurs tendances et l'appartenance croisée avec d'autres organisations y est possible. Elle appartient d'ailleurs à une coalition, le *Bloc berlinois*.

Son programme, très xénophobe, revendique un nouvel ordre européen et le retour aux frontières de 1937 (le Grand Reich). La NA a organisé des attaques contre des foyers d'immigrés, contre des militants de gauche, ... Elle est en liaison avec la *NSDAPAO* (Autriche, USA), le *MSI* (Italie), le *British Movement* et le *National Front* (G-B). Ce groupe utilise des méthodes étonnantes à l'extrême droite: squatts d'immeubles, associations pour la rénovation urbaine, utilisation d'un vocabulaire militant de gauche... tout en publiant des affiches antisémites et racistes qui ont conduit à son interdiction de candidature à Berlin-est.

La ligne officielle de cette mouvance est le nationalisme-révolutionnaire, à l'instar des SA des années 30 et ils se prononcent pour un changement d'orientation du pays vers le national-socialisme. Le Dr Wenske explique qu'une enquête a été menée chez les lycéens de 15 ans, dans une population d'environ 400 personnes. En janvier 90, 54% des élèves acceptaient la présence de travailleurs étrangers, 22% la refusaient. En avril, les mêmes élèves n'étaient plus que 40% à accepter cette présence, 33% à la repousser. Les arguments mis en avant: le chômage, mais aussi, directement, la xénophobie.

Or 1% seulement de ces jeunes faisaient partie ou étaient liés aux skin-heads. Ceux-là n'avaient qu'un argumentaire primaire et très faible. L'ennemi est cadré: l'immigré, le rouge, le membre du mouvement de la paix. "Nous n'avons pas besoin de les tuer, ils doivent simplement partir". Ces jeunes réclament, eux aussi, les territoires de l'Est (aujourd'hui soviétiques ou polonais), l'Alsace et la Lorraine. Les étrangers sont, pour eux, le pire dangers à cause du métissage: atteinte au sang allemand et souillure de la femme allemande, le plus insupportable.

SUR FOND D'INQUIETUDE

Au total, une idéologie limitée aux thèmes nazis les plus durs. Ces jeunes ne sont même pas membres de mouvement néo-nazis, ils n'ont que des contacts limités avec l'Union du peuple allemand (DVU). Ce nationalisme exacerbé peut s'éclairer, à la lumière d'une observation: le sentiment national allemand a peut-être été faussé pendant trop longtemps. Manipulé par

les Nazis, il n'a pu être retrouvé dans une Allemagne occupée par les Alliés, puis divisée pour de longues années. Le sentiment national, non-maîtrisé par une vie politique et sociale "normale" est aujourd'hui récupéré par l'extrême droite et offert à ces jeunes comme la seule chose dont ils puissent être sûrs, devant les incertitudes qui viennent.

Plusieurs intervenants rencontrés ont d'ailleurs souligné que si l'implantation militante était encore relativement faible, quelques uns des thèmes extrémistes pouvaient partiellement recouper les préoccupations de la population: xénophobie, départ des étrangers, nationalisme.

La réunification, faite au pas de charge n'a pas clarifié les choses: beaucoup, côté Est, l'ont vécu comme un rajout (Anschluss) de 5 lander à la RFA

UN TERRAIN MINE

Que se passera-t-il si demain on compte les chômeurs par centaines de milliers, si des perspectives ne s'ouvrent pas, si des millions d'Allemands gardent le sentiment d'être des demi-citoyens? L'extrême droite en RDA a les moyens de sa politique: les fonds, les cadres sont arrivés très vite. Le matériel de propagande est venu de Hambourg. Affiches, tracts, badges, voitures, matériels divers, ordinateurs, émetteurs-récepteurs, armes ont passé l'ex-frontière. La mouvance, des *Republicains* aux *Skins nazis*, apparemment divisée est en accord de fond: les uns jouent la tête, les autres font le travail de rue.

Les immigrés qui focalisent toutes les haines sont environ 1% de la population de l'ex-RDA, venus sur des contrats d'Etat à Etat (Vietnam, Mozambique) n'avaient ni droit ni statut. Ils vivaient en foyers, isolés de la population allemande. Ils n'avaient droit qu'à un voyage tous les 5 ans. Les femmes enceintes devaient rentrer au pays et toute activité publique leur était interdite, sous peine de sanctions. Leur statut futur n'est pas réglé. Seules des associations comme le Ring (à Berlin) tentent de les organiser et de les défendre. Les élections à venir donneront des indications sur le poids de cette extrême droite allemande. Même si la majeure partie de son électoral potentiel pourrait se porter directement sur les conservateurs de CDU. Il est certain cependant que la zone d'incertitude sociale et politique actuelle favorise le développement de l'extrême droite.

On le voit, ces éléments d'information traduisent une situation sérieuse, potentiellement dangereuse. Elle n'a cependant rien de dramatique, mais surtout, elle correspond (toutes spécificités entendues) à une situation proche de celle que connaît notre pays.

Les participants au séminaire de Berlin ont donc décidé de travailler plus régulièrement ensemble, au niveau européen. Ne serait-ce que pour faire circuler plus rapidement des informations fiables. Des contacts sont pris dans ce sens. La montée de l'extrême droite est un phénomène commun à beaucoup de pays européens. L'étude de ces phénomènes, la lutte à y opposer doit sans doute aussi être menée à ce niveau.

1) L'Allemagne est réunifiée depuis le 30 octobre. Mais les situations décrites ici, antérieures pour l'essentiel, demandent, nous semble-t-il, que la distinction RFA-RDA soit précisée.

2) Ce mot, en Allemagne, désigne -péjorativement- les immigrés.

E N B R E F

■ HONGRIE.

L'écrivain hongrois, Sandor Csoori, membre du parti Forum démocratique (au pouvoir) est accusé d'antisémitisme. Dans un article, il a reproché aux "juifs libéraux" de "chercher à imposer leur style et leur mode de pensée aux Hongrois."

■ LIBERTÉ RELIGIEUSE.

Le soviétique suprême de l'URSS a définitivement adopté, le 1er octobre dernier la loi sur "la liberté de conscience et des organisations religieuses". Les églises pourront désormais ouvrir des écoles, le principe de la laïcité ayant été maintenu pour les écoles publiques.

■ SANCTIONS MAINTENUES.

Le Président Bush a indiqué qu'il n'envisageait pas de lever les sanctions contre l'Afrique du Sud avant que certaines conditions ne soient remplies. Le poids de l'opinion publique américaine et celui des résolutions des Nations Unies rendent réaliste. Tant mieux.

■ AUTRICHE 16%!

Les élections législatives du 7 octobre dernier, en Autriche, ont donné des résultats inquiétants. Le FPOE, parti regroupant à l'origine d'anciens nazis et se proclamant aujourd'hui nationaliste et "libéral" a progressé de 7% atteignant plus de 16% des voix. Son leader, Jörg Haider a mené une campagne nationaliste et xénophobe : un discours mal contrôlé par ses adversaires et qui donne aux Autrichiens le triste privilège d'avoir le plus puissant parti d'extrême droite en Europe.

■ USA: A DEUX DOIGTS DU KLAN.

Le candidat républicain qui appelle à voter pour le démocrate, c'est du jamais vu aux Etats-Unis. Et il n'a pas fallu moins pour empêcher l'ancien "grand dragon" du Klu Klux Klan de l'emporter pour le Sénat, le 6 octobre dernier. David Duke, ex-cagouillard devenu patron de l'Association nationale pour la promotion du peuple blanc (donc le nom inverse très exactement le sigle de la NAACP antiraciste) a tout de même obtenu 44% des voix. Il y a deux ans, il avait réussi à se faire élire au Capitole louisianais sous l'étiquette républicaine.

AFRIQUE DU SUD :

La lente course de De Klerk

Le président sud-africain De Klerk poursuit son jeu de petits pas de côté, sans jamais, pour l'instant, s'engager franchement dans le sens du démantèlement de l'apartheid.

Une tournée diplomatique dans le monde lui a permis de marquer quelques points, mais la situation intérieure n'avance guère. Rien n'est fait pour démanteler les réseaux de Blancs extrémistes qui se constituent peu à peu en vue d'opérations sanglantes.

Rien n'a été fait contre l'Inkhata qui massacre dans les ghettos. Si les prisonniers politiques (une quinzaine) ont été récemment libérés, il n'y a toujours pas de solution en vue pour le retour des exilés de l'ANC.

INDE:

LA GUERRE DES CASTES

Officiellement non-reconnues, les castes continuent en fait à structurer très largement la société indienne sur des bases d'exclusion.

Depuis septembre, une décision du gouvernement de réserver un certain nombre d'emplois aux "basses castes" a relancé cette sourde guerre.

La décision gouvernementale consiste à réserver 27% des emplois de la fonction publique aux basses castes, en sus des 22% déjà réservés aux "intouchables". Le gouvernement reconnaît donc que les castes existent toujours. La réaction des étudiants (futurs cadres) appartenant aux castes supérieures a été

immédiate : grèves, manifestations violentes... On en est à l'immolation par le feu. Au total, des dizaines de tués. Or les basses castes (52% de la population) n'occupent que 5% des emplois publics. Les "intouchables, qui bénéficient d'un quota de 22,5% d'emplois réservés, ne les remplissent toujours pas. Quarante ans après le début de ces quotas, les "intouchables" n'occupent que 11% des emplois publics. La moitié de leur quota disponible. Dans ces conditions, le mouvement des étudiants apparaît largement comme une lutte pour préserver des intérêts de castes : la main-mise quasi-totale sur les emplois publics.

Un véritable ultimatum a été lancé par le président sud-africain à l'ANC sur le ton de "rendez toutes les armes, stoppez toute velléité de lutte et nous discuterons". En clair, Pretoria demande à l'ANC de baisser les bras avant d'obtenir quoique ce soit.

Les seuls gestes de Pretoria n'ont été que des actes très limités, trop tardifs et sans grande portée pour l'avenir. Ainsi, l'apartheid "mesquin", celui qui impose la ségrégation dans les bus, les services publics ou les piscines a été abolie, début octobre.

Mais le *Population Registration Act* (qui impose une zone de chaque Sud-Africain) ou le *Group Areas Act* (qui impose une zone de vie déterminée) demeurent. L'apartheid aussi.

ASSASSINATS EN TURQUIE

Turan Durun, journaliste de l'hebdomadaire *Yuzyl* a été assassiné en septembre dernier, à Istanbul. Le meurtre de journalistes, d'intellectuels et d'opposants est fréquent en Turquie. Récemment, le professeur Muammer Aksoy et le journaliste Cetin Emeç ont également été assassinés.

D'autres sont en prison, comme Dogu Perinçek, de *2000'E Dogru*. Depuis 1978, trente-deux journalistes ont été emprisonnés et on estime le total de leurs peines à 3315 années! Des dirigeants politiques, du Parti socialiste, du Parti communiste et d'autres groupes de syndicats ont également subi de longues peines de prison. Certains y sont toujours.

Le Comité européen contre la torture, né il y a un an, à l'initiative de 19 pays membres du Conseil de l'Europe vient d'ailleurs de visiter les prisons turques. La commission dispose du pouvoir de visiter, sans préavis, les prisons des pays membres pour y vérifier l'absence de tortures, traitements dégradants ou "bavures". Selon Amnesty International, la Turquie reste le dernier pays du continent où la torture est systématique. Autant dire que le rapport est attendu avec beaucoup d'intérêt.

JERUSALEM - BETSELEM TMOIGNE

Le 8 octobre, la tuerie du Mont du Temple faisait 22 tués au moins parmi les Palestiniens de Jérusalem (Cf communiqué page 8). L'ONU adoptait une résolution condamnant ces actes et projetait d'envoyer une commission d'enquête. Commission que le gouvernement israélien refusait de recevoir comme telle dans le pays.

Le 16 octobre, Betselem, une organisation israélienne des Droits de l'homme apportait des informations plus précises sur le déroulement du massacre du Mont du Temple.

Après une première phase "d'émeute spontanée", avec tirs de grenades lacrymogènes et jets de pierres, les témoignages recueillis distinguent une deuxième phase. A ce moment, les milliers de juifs priant au mur des Lamentations (au pied même de l'esplanade des mosquées) sont déjà évacués et donc en sécurité. La police revient alors en force, avec environ deux cents hommes. Ils ouvrent le feu, à l'arme automatique sur la foule des émeutiers. Des impacts ont été relevés à l'intérieur des mosquées, prouvant que les policiers ont poursuivi les Palestiniens à l'intérieur même des Lieux Saints. Des médecins ont témoigné que de nombreux blessés ont été atteints par des balles dans le dos. "S'il y a eu un véritable danger mortel, ce fut pendant un court moment, tout au début de l'émeute, bien avant que le feu à volonté ne commence" affirme le rapport.

RENDEZ-VOUS A L'ARCHE

Jusqu'au 2 mars prochain se tient dans le toit de la Grande Arche de la Défense l'exposition "France des étrangers, France des Libertés" élaborée par l'association "génériques". Elle restitue à travers la presse créée par des immigrés (2000 titres) cette histoire. Un journal mural de 133 mètres de long sur 3 mètres de haut témoigne avec nombre d'autres documents les lieux de travail, les conditions d'arrivée, la réaction des gens...

Tout y est : un gros travail et de qualité. Une série de séminaires et de conférences publiques accompagnent l'exposition : La cohabitation des Français et des étrangers dans l'entreprise et le logement (Véronique de Rudder); La mémoire et l'oubli (Collette Guillaumin); Y a-t-il un coût social de l'immigration? (Albano Cordeiro); L'intégration à la française (Gérard Noiriel); L'enseignement de l'histoire (Françoise Seligman).

PHOTOGRAPHIES

Edouard Curtis a photographié, des années durant, les Indiens des Etats-Unis. Commencé à la fin du 19ème siècle, son travail, méthodique, reste un témoignage fort sur des peuples anéantis. Mais la force des Indiens, c'est aussi la part de rêve qu'ils suscitent en nous. Le Palais de Tokyo (13 avenue du Président-Wilson 75016 Paris) nous en offre de larges pans, jusqu'à la fin décembre. Mais pas d'erreur, il ne s'agit pas d'une histoire morte: une fois l'intérêt éveillé par le biais de l'histoire, on peut s'intéresser aussi aux Indiens d'aujourd'hui, exclus permanents de l'"American way of life".

La Maison de l'Amérique Latine présente (jusqu'en mi-décembre) une exposition de *Cent ans de photographie au Guatemala*, à travers les oeuvres de quatre générations de photographes. A voir. Cette institution offre également aux scolaires la possibilité de voir des films (hispanisants ou liés à la culture hispanisante) le jeudi. Renseignements au 42 93 30 41, à l'espace audio-visuel latino-américain, 33 rue Godot de Mauroy (Paris 75009) pour le ciné-club. L'exposition a lieu, elle, au 217 Bd St-Germain, 75007

C U L T U R E

■ ART KANAK. Le Musée national des arts africains et océaniques accueille jusqu'en décembre l'exposition *Art Kanak, de jade et de nacre*. L'agence de développement de la culture Kanak a participé au montage de l'expo, ouverte tous les jours (de 10h à 18h), sauf le mardi. 293, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

■ MARSEILLE. La Maison de l'étranger, à Marseille propose cette année un cycle de conférences autour d'*Identité : de la déconstruction à la complexité*. Y participeront Daniel Sibony, Paul Balta, le Dr Aït Menguelet, Mahmoud Hussein, Yves Dages, Edgar Morin, ... L'entrée est libre. Rens. au 91 95 90 15. Contact : 93 86 28 75.

A noter qu'en janvier 91, la Maison de l'étranger abritera un séminaire consacré à *l'Islam : des fondements aux perspectives*, avec Mohamed Arkoun professeur d'histoire de la pensée islamique à la Sorbonne Nouvelle.

■ CENT MOTS "Les cent mots du développement et du tiers monde" est un ouvrage collectif de la Commission française "Justice et Paix". Il est publié à *La Découverte*. Cent définitions pour s'y retrouver, pour pouvoir décrypter les enjeux.

■ IMMIGRATION DE-MAIN Toujours à La Découverte, un ouvrage de Christian Delorme, *L'immigration demain*. L'animateur de la CIMADE propose une lecture et une analyse des vrais problèmes des flux migratoires Nord-Sud.

■ REGARDS NOIRS Du 27

novembre au 11 décembre, les 9ème Journées cinématographiques contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples présenteront huit films réalisés par des cinéastes noirs américains.

Avec la participation du Conseil général du Val-de-Marne, douze villes du département accueilleront cette manifestation intitulée *l'oeil vers... vers les Noirs américains*. Le MRAP du Val de Marne est étroitement associé à l'initiative. Chacune des oeuvres présentées sera projetée une dizaine de fois, à des heures et dans des lieux différents. Rens. 43 77 50 56.

■ CARREFOUR Agora FM, une radio de la Côte d'Azur organise, en collaboration avec le FAS et le Ministère de la culture le 3ème Festival Trans-méditerranée. Il aura lieu du 12 au 25 novembre, dans une dizaine de villes importantes des Alpes-Maritimes.

Thèmes de cette 3ème édition: "La Méditerranée, carrefour des civilisations". Au programme: conférences, cinéma, expositions, spectacles, ... A noter, dès le 21 novembre, à la MJC Altitude 500, à Grasse, une journée d'étude autour de *l'Europe de 92 et les immigrés*. Rens. 93 36 84 84.

■ FEMMES Le Mouvement contre le racisme et la xénophobie (MRAX) vient d'éditer un numéro de sa revue, intitulé *Combats de femmes*, et consacré aux femmes immigrées. On peut se procurer cet intéressant magazine au MRAX, rue de la Poste, 27, 1210 Bruxelles.

E N B R E F

■ JAPAN - LA VITRINE FELEE Quatre jours d'émeutes à Kamagasaki, au Japon, ont fait voler en éclat le mythe d'une société sans conflit. Le quartier de Kamagasaki, au sud d'Osaka, est essentiellement peuplé de travailleurs journaliers, soumis aux diktats de la police et des gangs. Le marché du travail (aléatoire) est en effets contrôlé par des mafias de marchands de travail. Entre la pègre qui les exploite et la police qui les matraque, les habitants du quartier vivent leur exclusion sociale comme une prison. Sans moyens de défense, jamais entendus, ils sont le Japon des démunis, les exclus de la croissance. Au départ, une altercation entre policiers et habitants a servi de détoucheur. Cent vingt blessés, des dizaines d'arrestations, le calme est revenu à Kamagasaki. Pour combien de temps? La dernière explosion remontait à 1973. Depuis, rien n'avait changé.

■ URSS - DEUX ANS POUR L'ANTISEMITE

L'un des dirigeants du mouvement ultra-nationaliste et antisémite russe PAMIAT a été condamné, le 12 octobre, à deux ans de camp de travail à régime sévère. Konstantin Smirnov-Ostachvili était poursuivi pour incitation à la haine raciale. En janvier dernier, conduisant un groupe de Pamiat, il avait assailli une réunion à la Maison des Ecrivains de Moscou en hurlant "camarades juifs, dehors!", "ni le KGB ni le Parti communiste ne vous aideront... Les juifs en Israël!". Au procès, de nombreux militants de Pamiat ont envahi le tribunal et l'accusé a conclu l'audition en lançant: "Bush est le leader d'une mafia juive internationale".

Pompes funèbres
Marbrerie

CAHEN
& Cie

43.20.74.52

MINITEL par le 11

E C H O S D E S C O M I T E S

MARSEILLE. Plus de cent personnes ont assisté à la soirée culturelle palestinienne organisée par le MRAP-Bouches du Rhône (29/10) à l'Espace Julien. Au programme : animation autour du thème "Enfants des conflits, enfants des territoires occupés, la ville d'Hébron" et soirée musicale avec les groupes Imad Saleh et Aassas. Un débat a été animé par Anouar Abu Eisher, membre de l'OLP, le docteur Robert Andreï, vice-président de Santé Sud spécialiste de l'action médicale dans cette région du monde, et Norbert Haddad, secrétaire national chargé des comités locaux. Cette journée, préparée de longue date, s'inscrit dans le projet de soutien à la création d'une crèche pour enfants handicapés à Hébron.

VICHY ET ARLES. se dotent d'un comité local. Vichy, au passé douloureux et où la venue de Le Pen a suscité des réactions en chaîne avait besoin d'une structure MRAP. D'autant plus que l'extrême droite s'y montre active et se fraye un chemin auprès des électeurs.

MANOSQUE édite une brochure sur "Vichy et l'antisémitisme" : un travail sérieux qui se base sur une riche bibliographie et sur les publications du Centre de Documentation Juive Contemporaine de Paris. En annexe sont reproduites les lois antisémites de Vichy.

LUNEL. Une pétition, adressée au Premier ministre et aux députés de l'Hérault, est en circulation pour signature. Elle s'intitule "Pour l'égalité des droits, contre le racisme et l'antisémitisme".

ORLEANS A l'initiative de la municipalité, un forum des droits de l'homme est organisé qui a vu la participation d'un quarantaine d'associations dont le MRAP; les militants ont fait signer la pétition sur la double peine, fait connaître l'appel de Dreux, vendu la nouvelle affiche sur la loi contre le rac-

cisme.

NICE Trois pochettes de jeux éducatifs intitulées ont été réalisées par le CL. Elles s'adressent respectivement aux enfants âgés de 5 à 9 ans, de 7 à 11 ans, et de 9 à 14 ans. Un cadeau utile et agréable : BP 623, 0611 Nice Cedex.

VAUCLUSE A plusieurs reprises, ces derniers temps, des responsables ou des membres du MRAP de Vaucluse, se sont rendus en Israël et dans les territoires occupés. Etant souvent en contact avec des étudiants ou des universitaires, ils ont pu se rendre compte de la situation catastrophique des jeunes Palestiniens en matière d'éducation; non seulement les universités, les lycées, les écoles sont fermés depuis deux ans mais encore tout cours particulier est interdit. Enseigner dans les territoires occupés est devenu un délit. Le MRAP Vaucluse a décidé de lancer une souscription auprès de tous les adhérents et sympathisants du MRAP pour favoriser l'éducation des jeunes Palestiniens des territoires occupés. Envoyez vos contributions à : Fédération du MRAP de Vaucluse, Maison IV de chiffre, 26 rue des Teinturiers, 84000 Avignon. CCP 77 58 70 B Marseille.

NEVERS Fausto Giudice, auteur du livre "Têtes de Turcs en France" (La Découverte, 1989) et Norbert Haddad animent un débat sur les travailleurs clandestins en France.

LAON Au nom de plusieurs organisations politiques et associations (Amnesty International, LDH, La Libre Pensée et le MRAP) une gerbe de fleurs a été déposée au monument des déportés pour protester contre la venue de M.F. Sturbois dans cette ville. Dominique Natanson intervient pour le MRAP au Forum "Racismes et exclusions" organisé par la Fédération de l'Aisne du parti socialiste.

...Le Mrap telex...Le Mrap telex...Le Mrap tel

■ **Expulsions à Aubervilliers** Six familles d'Aubervilliers (93), dont neuf enfants en bas âge, ont été expulsées le vendredi 19 octobre 1990 à 9 heures par une "milice" organisée, à l'appel du propriétaire. La police, alertée par la Mairie, n'est intervenue qu'après la séquestration des familles durant huit heures et le départ des vigiles emportant l'ensemble des biens des locataires. En conséquence, le MRAP :

- déploie l'intervention tardive de la police;
- condamne la méthode employée pour expulser les locataires, procédé illégal de plus en plus utilisé par les propriétaires et effectuée, de surcroît, à la veille de la période d'hiver, protégeant les locataires;
- demande, après avoir rencontré les familles et certains élus, la mise en place d'une concertation urgente entre la Préfecture, les élus locaux, les propriétaires et les locataires pour trouver une solution humaine à cette situation. (22.10.90).

■ **Annonay: Partie Civile** Le 29 septembre 1990, à Annonay (Ardèche), Sodafi BELHACENE, Français, jeune fils d'harki (15 ans), est décédé. Capitaine de son équipe de football "Cadets", il avait été sauvagement agressé à la fin d'un match, le 16 septembre 1990 à St-Agrève par trois joueurs de l'équipe adverse "ne supportant pas qu'un arabe soit l'animateur du club". (...) Après enquête du Comité local d'Aubenas et de la Basse Ardèche, le MRAP a décidé de se porter partie civile. 16.10.90.

■ **Un verdict dangereux.** Marc Mongeon, meurtrier de Farid Omrani, dans la nuit du 20 au 21 janvier 1989, a été condamné à 4 ans d'emprisonnement avec sursis par la Cour d'Assises du Rhône. Le MRAP constate avec indignation, qu'une fois de plus, en matière de crimes et de violences à l'encontre de la population d'origine maghrébine, la justice française fait preuve d'une clémence dangereuse. En effet, dans un contexte particulièrement tendu, cette nouvelle injustice constitue un affront envers une communauté déjà frappée d'un certain nombre d'inégalités et de discriminations et ne pourra qu'alimenter des actes de désespoir. (...) 10.10.90.

■ **Plainte en diffamation à l'encontre de M. Girard** Dans le mensuel de septembre 1990 de "Trop d'Immigrés, la France aux Français", M. Girard, Président de l'Association, s'est encore distingué par des propos mensongers et diffamatoires à l'égard de Mouloud Aounit, Secrétaire Général du MRAP. Il affirme que Mouloud Aounit, prétendu "citoyen algérien", serait le "représentant des intégristes musulmans du F.I.S. en Seine-Saint-Denis". Mouloud Aounit porte plainte en diffamation, à titre personnel, à l'encontre de M. Girard. (9.10.90).

■ **17 octobre 1961 - 17 octobre 1990. Non à l'oubli** Le MRAP s'associe au rassemblement organisé par le Mouvement des Beurs Civique, le 17 octobre 1990 à 18 heures à Charonne, en commémoration de l'assassinat de 200 Algériens à Paris. Parce que le racisme puise ses racines dans l'Histoire non dite et non-assumée, particulièrement celle de la France avec l'Algérie, le MRAP estime que "l'intégration, c'est aussi le partage de la mémoire." Il appelle tous les démocrates à se mobiliser et à exiger que l'Histoire soit enseignée, sans haine ni oubli. (...) 9.10.90.

■ **Confusion** Le Ministère de l'Education Nationale a donné, le 24 septembre 1990, des consignes aux présidents d'Universités et de

Grandes Ecoles par lesquelles il demande que soient interrompues toutes les activités des étudiants, stagiaires et chercheurs irakiens en France. (...) La suspension de la coopération scientifique et technique ne devrait pas avoir pour effet d'interdire, sans discernement, à tous les étudiants irakiens, quelle que soit leur discipline, de poursuivre un cursus commencé en France. (...) 10.10.90.

■ **SWAPO - MRAP** Le MRAP a reçu ce 10 octobre 1990, à son Siège, M. Eddy AMKONGO, ancien représentant de la SWAPO en France et actuellement Secrétaire Général du Président de la Namibie, Sam NUJOMA. Au cours de cette rencontre, il a tenu à exprimer ses vifs remerciements pour l'action, le soutien et les campagnes des organisations françaises qui ont contribué, par une sensibilisation et une mobilisation de l'opinion publique française, à l'avènement de l'indépendance de son pays. Il a souligné le nécessaire besoin du soutien international pour la reconstruction et le développement économique de la Namibie et du rôle important des ONG dans cette action. (10.10.90.)

■ **Le sang qui coule à Jérusalem risque de s'étendre à toute la région** Alors que la paix est comme suspendue à un fil dans ce Proche-Orient où règnent tous les dangers, la Communauté des Nations doit peser de toute son influence pour ramener à la raison ceux qui, en Israël comme en Irak, jouent avec la paix du monde. Il faut que le sang cesse de couler à Jérusalem pour ne pas couler demain dans toute la région. La Communauté des Nations, sous la pression de l'opinion des peuples, doit sans tarder imposer les solutions politiques qui assureront à chacun l'indépendance dans la sécurité et la paix. 8.10.90.

■ **Le président du C.S.A. reçoit le M.R.A.P.** M. Jacques Boutet, Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, a reçu ce 1er octobre 1990 CHARLES PALANT, Président, et Mouloud AOUNIT, Secrétaire Général du MRAP, venus l'entretenir de la regrettable et systématique exclusion que subit le Mouvement de la part des chaînes publiques de télévision et de radio au mépris du pluralisme, sinon de l'objectivité des informations et débats diffusés. (...) 2.10.90.

■ **Tué en plein coeur.** Le MRAP s'associe à la douleur ainsi qu'à la colère de la famille Khemissi KARAR, jeune né en Algérie, mortellement blessé dans la nuit du 4 au 5 octobre 1990 à Neuilly s/Marne. Est-ce un hasard? Nous constatons une fois de plus que la victime âgée de 19 ans est un jeune Beur. Cette nouvelle agression allonge la liste inquiétante des crimes racistes. Le MRAP demande que des sanctions exemplaires soient prises à l'encontre de l'auteur de cet assassinat. Face à l'ampleur et à la gravité des problèmes de chômage, de logement, de délinquance, les pratiques discriminatoires ont pour effet les conséquences les plus dramatiques pour tous les groupes défavorisés de notre société. (...) 5.10.90.

■ **Le MRAP en deuil** Le MRAP vient de perdre deux militants de grande valeur: Stelio Lorenzi et Michel Leiris. Le MRAP exprime et partage la douleur de la famille de Stelio Lorenzi et Michel Leiris. Le MRAP ne peut que saluer la mémoire de ces deux hommes qui ont mis au service de la cause antiraciste leur talent, leur intelligence et leur dévouement. 2.10.90

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de

SULLY

Confort, élégance, qualité,
des chaussures faites pour marcher

85 rue de Sévres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare

Du 34 au 43 féminin,
du 38 au 48 masculin, six largeurs

CATALOGUE GRATUIT

SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6^e
5 % sur présentation de cette annonce

